

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE

Réalisée par Ipsos pour le Secours Populaire auprès de 1 009 Français âgés de 15 et plus, cette troisième vague du baromètre de la pauvreté montre qu'avec la crise, la crainte de connaître une situation de pauvreté est devenue majoritaire, même si la proportion de Français qui ont réellement connu une telle situation est restée stable.

LE SPECTRE DE LA PAUVRETE, UNE CRAINTE DE PLUS EN PLUS PREGNANTE

Les Français sont désormais majoritaires à avoir fait l'expérience de l'imminence de la pauvreté...

En 2007, 45% des Français déclaraient qu'il leur était déjà arrivé, à un moment de leur vie, de penser qu'ils étaient sur le point de connaître une situation de pauvreté. En 2009, ils sont désormais 53%. Cette hausse de 8 points en 2 ans traduit les effets fortement anxiogènes de la crise et une multiplication des situations précaires notamment liée à la hausse du chômage. La proportion des Français qui dit avoir déjà connu « réellement » une situation de pauvreté reste quant à elle stable (30%). Elle est plus importante chez les femmes (32%) que chez les hommes (27%).

C'est donc avant tout la proportion de Français qui ont déjà eu le sentiment d'être sur le point de connaître une situation de pauvreté sans toutefois en avoir fait l'expérience qui augmente (23% contre 15% en 2007). Cette hausse des craintes (non matérialisées) est généralisée : elle touche tous les Français, quel que soit leur âge, leur catégorie socioprofessionnelle ou leur niveau de revenus. Elle est plus forte chez les catégories traditionnellement moins menacées par la pauvreté (+9 points pour les cadres et professions intermédiaires contre +6 points pour les employés et ouvriers). De la même manière, les craintes des plus hauts revenus croissent plus rapidement que celle des plus bas (+5 points pour les personnes dont le revenu mensuel net du ménage est de moins de 2000€ contre +11 points pour ceux qui gagnent plus de 2000€).

Cependant, si la crise marque la contagion d'un sentiment de vulnérabilité aux catégories plus favorisées et qui ne se sentent désormais plus à l'abri d'un revers de fortune, la réalité de l'expérience de la pauvreté reste fortement liée au niveau d'études (37% des Français ayant un niveau inférieur au bac en ont fait l'expérience contre 20% de ceux ayant un niveau supérieur au bac) et à la catégorie socioprofessionnelle (34% des employés et ouvriers contre 27% des cadres et professions intermédiaires).

... et toujours aussi inquiets pour l'avenir de leurs enfants.

Les Français sont toujours aussi nombreux que l'année dernière (85%) à considérer que les risques que leurs enfants connaissent un jour une situation de pauvreté sont plus élevés que pour leur génération. Plus d'un Français sur deux (54%) considère même que ces risques sont « beaucoup plus » importants. Cette crainte reste particulièrement forte chez les employés et ouvriers (62% qualifient ces risques de « beaucoup plus élevés »).

En réalité, si 2008 montrait une augmentation et un niveau de craintes beaucoup plus fort chez les catégories les moins favorisées (en termes de diplômes, de catégorie socioprofessionnelle et de niveau de revenus) et a fortiori les plus susceptibles d'être fragilisées par la crise naissante, 2009 est marquée par la généralisation des craintes. L'installation de la crise dans le temps s'accompagne en effet d'un certain nivellement des craintes : en baisse chez les moins favorisés, et en hausse chez les plus favorisés, signe que les certitudes sont ébranlées. Les cadres et professions intermédiaires sont désormais 49% à juger les risques que leurs enfants connaissent un jour une situation de pauvreté « beaucoup plus élevés » (+4 points). Ce sont les 45-69 ans qui jugent cette éventualité la plus élevée : 64% des 45-59 ans et 68% des 60-69 ans contre 47% des moins de 35 ans, peut-être car leurs enfants, déjà actifs, sont en âge de subir de plein fouet les effets de la crise.

ETRE PAUVRE EN FRANCE: UNE REALITE PLURIELLE

Les Français situent le seuil de pauvreté monétaire entre le seuil officiel et le SMIC mensuel net.

Les Français considèrent en moyenne qu'une personne seule peut être considérée pauvre en France lorsque son revenu net par mois est inférieur à 1026€, soit 20 euros de plus que l'an dernier. Ce montant est sensiblement supérieur au seuil de pauvreté officiel (norme eurostat) calculé sur la base de 60% du revenu médian national (908€ en 2007 selon l'INSEE) et qui sert de base au calcul par la CAF du plafond de revenus jusqu'auquel un individu peut prétendre au Revenu de Solidarité Active (RSA).

Le seuil de pauvreté établi par les Français est plus proche du SMIC mensuel net (1050,63€ au 1^{er} juillet 2009) qui reste pour beaucoup le seuil en dessous duquel une personne peut-être considérée comme pauvre. Il le dépasse pour les Franciliens qui situent ce seuil à 1 085€.

On remarque comme en 2008 que ce seuil augmente avec l'élévation des revenus, et même que les écarts se creusent entre les plus et les moins aisés : 848 € pour les personnes dont le revenu mensuel net du foyer est inférieur à 1200€ contre 1097€ pour ceux gagnant 3000€ et plus. Ce seuil reste particulièrement bas chez les plus jeunes (953€ pour les moins de 35 ans), au même niveau, chose nouvelle, que les plus de 70 ans qui ont revu leur évaluation à la baisse par rapport à 2008 (953€).

Une conception de la pauvreté plus qualitative

Parce que le seuil de pauvreté officiel est un indicateur de pauvreté monétaire relative¹ et donc « n'est une condition ni nécessaire ni suffisante pour être en situation de pauvreté »², il gagne à être complété par d'autres éléments qui peuvent être considérés comme des indicateurs de privation, et a fortiori d'exclusion sociale.

C'est pourquoi Ipsos et le Secours Populaire ont décidé de tester plusieurs postes de dépense des ménages (alimentation, vacances, culture et loisirs) afin de déterminer si ces indicateurs permettent de définir plus qualitativement ce qui définit une situation de pauvreté pour les Français.

¹ Personnes qui vivent dans des ménages où le revenu équivalent est inférieur au seuil de 60% de revenu équivalent national selon la norme Eurostat, qualifié de « risque de pauvreté »

² Cf. « Pauvreté monétaire et exclusion sociale dans l'UE25 », Statistiques en bref, Population et conditions sociales, 13/2005, par Anne-Catherine GUIO.

L'enquête révèle ainsi que pour 90% des Français, éprouver régulièrement des difficultés financières importantes pour se procurer une alimentation saine et équilibrée est un signe de pauvreté (65% le pensent « tout à fait » et 27% « plutôt »). Éprouver de telles difficultés pour envoyer ses enfants en vacances au moins une fois par an ou accéder à des biens ou des activités culturelles (pour soi ou sa famille) est également considéré comme un marqueur de pauvreté par près de 3 Français sur 4 (respectivement 71% et 70%), même si l'on constate un léger recul par rapport à 2008 (-3 et -5 points). Ce léger repli peut peut-être s'expliquer par le fait qu'avec la crise, comme beaucoup de Français éprouvent des difficultés, ils recentrent vraisemblablement leur conception de la pauvreté sur les fondamentaux : l'accès à des biens considérés comme essentiels comme l'alimentation ou encore l'habitat.

Ces indicateurs semblent en effet considérés comme plus relatifs que celui de l'alimentation (35% « plutôt » contre 36% « tout à fait » pour les vacances et respectivement 35% et 36% pour la culture et les loisirs). Ils n'en restent pas moins des indicateurs significatifs, dans la mesure où, même s'ils sont des marqueurs moins durs que des instruments de mesure des privations matérielles, ils demeurent des indicateurs forts d'inégalités et susceptibles de se reproduire puisqu'il est question ici de privation subies par les enfants dans leur accès à la culture, aux loisirs et aux vacances. Être pauvre, dans un pays développé comme la France, ne signifie pas « simplement » avoir des difficultés pour satisfaire ses besoins fondamentaux. Au-delà de cela, c'est ne pas pouvoir offrir à ses enfants l'accès à des normes de consommation et la maîtrise des codes nécessaires à leur réussite.

Ce sont d'ailleurs les moins diplômés qui sont les plus nombreux à considérer qu'éprouver des difficultés d'accès à la culture (pour soi ou sa famille) ou pour envoyer ses enfants au moins une fois par an en vacances sont « tout à fait » des signes de pauvreté (respectivement à 39% et 35% pour les personnes au niveau d'études inférieur au bac, contre 31% et 29% supérieur au bac).